

Notes sur l'évolution du système économique yougoslave

Jean Mehling

Volume 34, Number 3, October–December 1958

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001333ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001333ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Mehling, J. (1958). Notes sur l'évolution du système économique yougoslave. *L'Actualité économique*, 34(3), 436–461. <https://doi.org/10.7202/1001333ar>

Notes sur l'évolution du système économique yougoslave

Édouard Kardelj, l'un des principaux théoriciens du socialisme yougoslave, écrivait, en 1956 :

«La révolution socialiste yougoslave avait deux tâches historiques à accomplir. Avant tout, elle devait mettre en mouvement les forces de lutte contre l'état arriéré, économique, social et politique, du pays. Deuxièmement, elle devait mettre en marche le processus socialiste de transformation sociale, car les conditions du monde moderne sont telles que la première tâche ne pouvait pas être menée à bien autrement, et qu'il fallait s'engager dans la voie du socialisme.»

Nous laisserons de côté l'aspect idéologique de l'évolution yougoslave. Nous nous contenterons d'une étude de nature économique.

Pourquoi avoir choisi le cas de la Yougoslavie? Ce pays paraît présenter à l'analyste deux caractéristiques fondamentales : il se rattache, sans contestation possible, à la catégorie des pays économiquement sous-développés; il a tenté de se libérer de l'emprise du sous-développement en recourant à une organisation planifiée (ce qui n'est plus rare à notre époque); mais il s'est révélé capable d'une grande souplesse dans les modalités d'application, n'hésitant pas à reconnaître partiellement ses échecs et à les effacer en s'engageant dans une voie économique nouvelle.

Est-il conforme aux faits de parler de «système» à propos de l'économie yougoslave? Nous tenterons, ayant analysé les données de l'économie nationale antérieures à la seconde guerre mondiale,

de montrer qu'il est juste d'utiliser le mot. Nous insisterons sur l'évolution de ce système.

* * *

Il serait vain d'étudier la tentative de la Yougoslavie d'échapper à son état de sous-développement sans brosser au préalable un tableau, au moins succinct, de l'économie nationale antérieure au mouvement contemporain de croissance. Jusqu'à la révolution socialiste, l'économie yougoslave se résume en un mot: stagnation.

La Yougoslavie, lors du Traité de Versailles, était une addition de régions laissées à l'abandon par leurs divers dominateurs. Les provinces du Sud avaient subi plusieurs siècles de domination turque; celles du Nord, l'autorité de la monarchie austro-hongroise. Une économie de type musulman et celle de l'Europe centrale s'étaient fait face, sans pour autant apporter à ces régions-marches une véritable structure économique. N'en est-il pas souvent ainsi des pays de frontière, sujets de friction politique, rarement objet d'une mise en exploitation sérieuse?

D'une somme de territoires, au total à peine grands comme la France, dominés par la montagne, victimes de l'érosion karstique, on avait fait une juxtaposition de près de 15 millions d'individus, n'ayant en commun que les hasards de l'Histoire. D'un État parcellaire, la dynastie serbe des Karageorgevitch ne sut pas faire une masse homogène. Pays fondamentalement agricole, la Yougoslavie le fut sans souci de la rentabilité. Pour 13.9 p.c. de la population nationale vivant dans les villes, 86.1 p.c. demeuraient à la campagne. On crut, on feignit de croire à une sorte de destin agricole du pays, sans tirer le profit maximum de conditions naturelles souvent difficiles, jamais désespérées. Quant à l'industrie, elle n'eut pas droit à plus d'égards. On verra ultérieurement à quel point on fit échec aux possibilités économiques de la nation.

Pour nous en tenir à un seul exemple, disons simplement que les riches mines de cuivre de Bor, exploitées par les capitaux étrangers, ne purent pas donner naissance à une véritable industrie de transformation, le minerai étant exporté en majeure partie.

Quant au niveau de vie, il fut à la mesure des productivités. On notera, par exemple, que plus de 190 personnes réclamaient leur nourriture à 100 hectares de superficie agricole (contre 11

personnes au Canada, 48 en France, 72 en Hongrie, à la même époque). La production de céréales, par tête d'habitant, était de 2 à 7 fois moins élevée que dans les autres pays européens¹. Dans le domaine industriel, même type de remarques à énoncer: en 1938, le pays ne produisait qu'environ 1,000 dinars (soit, à l'époque, près de 20 dollars américains), *per capita* de biens industriels. L'énergie électrique, par tête, en 1939, n'était que de 75 kilowatts (tandis qu'elle passera à 199 kilowatts en 1954).²

En 1930 (année considérée par l'ancienne Direction centrale pour l'Assurance des ouvriers, comme satisfaisante), le salaire moyen des ouvriers assurés était de «26.5 dinars par jour, c'est-à-dire 689 dinars par mois. Or, à cette époque, le coût de la vie (?) d'une famille de quatre membres était de 2,000 dinars». Veut-on une idée approximative de ce que semblable somme pouvait représenter en fait de pouvoir de consommation? «... la consommation du sucre, dans les années 1934-1938, était de 4.5 kilogrammes par habitant. En Angleterre, elle était de 49 kilogrammes par habitant».³

D'autres remarques s'imposent encore dans cette brève analyse de l'économie yougoslave *d'avant la révolution*. En plus d'un sous-développement général, s'étendant à l'ensemble du pays, on est obligé de faire état des inégalités dans les sous-développements des provinces. Bobrowski, dans son livre consacré à la Yougoslavie socialiste, met l'accent sur le phénomène de développement différentiel: «Des expressions telles que pays des contrastes ou mosaïque de populations et de régions hautement différenciées reviennent invariablement dans toute description de la Yougoslavie», écrit-il⁴.

On trouvera au Tableau I, une série de pourcentages consacrés à la production industrielle, par provinces, pour l'année 1939.

Cette inégalité dans le développement des diverses régions du pays constituera, à l'instant de la révolution, l'une des plus graves préoccupations économiques du nouveau gouvernement fédéral.

1. Consulter à ce sujet: *Le développement de l'agriculture en Yougoslavie*, par Petko Rasic, Belgrade, 1955, pp. 6, 8, 15 (ouvrage représenté dans les notes ultérieures par: D.A.Y.).

2. Cf. *Industrial Transformation of Yugoslavia*, Joco Radakovic, Belgrade, 1955, p. 6 (ouvrage représenté dans les notes ultérieures par: I.T.Y.).

3. *Questions actuelles du socialisme*, Revue bimestrielle, Paris (Q.A.D.S.), N° 36-37, p. 5.

4. *La Yougoslavie socialiste du plan quinquennal de 1947 au bilan de 1955*, par C. Bobrowski, Armand Colin, Paris, 1956, p. 19 (ouvrage désigné par Y.S., dans les pages qui suivent).

SYSTÈME ÉCONOMIQUE YUGOSLAVE

Tableau I¹

	Production industrielle (en p.c.)
Ensemble du pays	100
Serbie	38
Croatie	28
Slovénie	25
Bosnie-Herzégovine	8
Macédoine	1
Monténégro	0

On pourrait se montrer surpris de semblables inégalités. La géographie en est partiellement responsable. Nous verrons cependant qu'il a été fait mauvais usage des ressources naturelles durant la période de l'entre-deux-guerres. Pouvait-il en être autrement? L'amélioration de la production agricole, de la production industrielle, du niveau de vie des individus eût présupposé une reprise en mains des pouvoirs par les autorités de l'ancienne Yougoslavie. Les conditions fondamentales de la croissance économique se trouvaient-elles réunies? En fait, on a négligé, durant vingt ans, d'apporter une attention sérieuse à la presque totalité des obstacles posés au développement.

Les conditions mêmes de la production agricole ne pouvaient que condamner l'économie nationale à la stagnation: propriétés fragmentées à l'infini, absence presque totale d'instruments mécaniques d'exploitation, méthodes de culture datant des premiers temps de l'humanité, manque de capitaux. Des remarques identiques s'imposent à propos de l'industrie. On mentionnera également la pénurie de moyens de communication et on signalera — comme le font tous les auteurs — le tempérament individualiste de ceux qu'on a appelés, depuis 1919, les Yougoslaves, alors qu'eux-mêmes se considéraient bien davantage comme des Serbes, des Slovènes, des Monténégrins, etc.

Il convient cependant de faire remarquer la richesse d'enseignements que comporterait l'exemple yougoslave dans l'élaboration d'une théorie du sous-développement: l'économie reçoit à nouveau la preuve de son étroite liaison avec son cadre non économique. La Yougoslavie nous confirme dans l'opinion d'une impossibilité de croissance économique sans un minimum de conscience nationale. L'absence d'idéal commun, l'ignorance, volontaire ou

1. *Idem*, p. 83.

non, des interdépendances régionales, l'immobilité quasi volontaire des facteurs de production, ne sont que quelques-uns des traits qui frappent l'observateur.

Nous nous en tiendrons, à titre d'exemple, au domaine de l'agriculture. L'industrie, extrêmement faible, nous paraît offrir un cadre de réflexion beaucoup moins riche.

La propriété foncière — si on en croit le recensement de 1931 — souffre d'un fractionnement à peine croyable. Pour une superficie totale de culture de 10,645,570 hectares, la Yougoslavie possède alors 1,985,000 propriétés. À vrai dire, le cas yougoslave ne semble pas avoir offert au socialisme un exemple permettant d'accuser d'insuffisance de production les grands propriétaires fonciers. Le nombre des propriétés dépassant 50 hectares n'excède pas 11,000, soit une proportion de 0.4 p.c. quant au nombre des terres exploitées, ou 9.7 p.c. quant au pourcentage de la superficie totale. Les domaines de 20 à 50 hectares se chiffrent par 49,000 seulement (soit 13 p.c. de la superficie totale). Le total de ces deux catégories de propriétés représente tout de même près du quart de la superficie totalé. Mais combien plus éloquentes nous paraissent les deux données suivantes : 579,000 propriétés allant de 5 à 20 hectares (49.3 p.c.), 1,346,000 propriétés de moins de 5 hectares (28 p.c.)¹.

La mécanisation de l'agriculture est pratiquement inexistante. Si l'on en croit Petko Rasic, «on ne comptait, dans la Yougoslavie d'avant-guerre, que 438 charrues en fer et 182 araires sur 1,000 exploitations agricoles. Donc, 380 exploitations sur 1,000 étaient dépourvues de charrue».² L'auteur affirme qu'en 1939 le nombre des machines agricoles, pour l'ensemble du pays, était le suivant : 2,300 tracteurs, 18,400 batteuses, 41,400 moissonneuses et faucheuses.

Les méthodes de culture étaient, on s'en doute, à la mesure de la mécanisation ! Rasic signale l'absence totale de recours aux engrais chimiques. Il insiste également sur l'insuffisante spécialisation de l'agriculture, ce qui est évidemment le corollaire du fractionnement excessif de la propriété. Selon lui, en 1939, prédominait le système mixte de culture. Les cultures industrielles ne représentaient que 3.5 p.c. de la superficie totale, les cultures

1. D.A.Y., p. 9. En mesures anglaises, l'hectare a une superficie de 2.5 acres.

2. *Idem*, pp. 10-11.

maraiières 4.1 p.c., les plantes fourragères 5.4 p.c. On retiendra que la Yougoslavie se serait fort aisément prêtée à certaines cultures industrielles telles que la betterave sucrière, les plantes oléagineuses, le lin, le tabac, le coton, etc., toutes cultures auxquelles paraît s'être livrée le régime socialiste.

Quant à l'absence de capitaux dans le domaine de l'agriculture, elle apparaît avec netteté dans un parallèle entre divers pays européens. Par exemple, la dépense annuelle en machines agricoles, par tête d'habitant, en 1937, n'est en Yougoslavie que de 23 dinars — contre 336 en Belgique et 235 au Danemark.

Nous avons aussi signalé la résistance offerte par l'individualisme des Yougoslaves. L'expression apparaît faible, à la lecture de la citation suivante :

« Dans certaines régions, des apports de production datant de l'époque pré-capitaliste s'étaient maintenus dans les grands domaines fonciers et même dans les autres, à savoir : rapports féodaux, colonat, kmetes, civcije, etc., présentant diverses formes d'exploitation, telles que rente en travail, rente en nature et rente en argent ».¹

* * *

À cet instant de l'exposé, le lecteur pensera peut-être que le sous-développement yougoslave ne représentait (mises à part certaines erreurs par trop voyantes) que le tribut payé à des conditions naturelles ingrates. Nous allons tenter de prouver qu'il n'en était rien. La responsabilité de la stagnation doit, dans l'exemple yougoslave, être attribuée à une utilisation incomplète de ce qu'on peut appeler le potentiel économique national.

Nous nous contenterons, pour la simplicité de l'analyse, d'un certain nombre de données particulièrement caractéristiques.

Dans le domaine des ressources agricoles, la géographie n'a peut-être pas toujours été généreuse à l'égard de la Yougoslavie. Elle lui a cependant fourni de quoi satisfaire non seulement ses propres besoins de consommation, mais ceux également de l'exportation. Dans le domaine des ressources industrielles, la nature semble au contraire avoir préparé avec prédilection un avenir d'une grande richesse.

Il serait regrettable de ne pas signaler les ressources offertes, en particulier en blé, par les plaines alluviales de la Voïvodine ; le

1. D.A.Y., p. 10.

Sud peut être le royaume du coton; la côte dalmate, baignée par une mer plus que tempérée, semble appelée à subir un développement rappelant celui de la Côte d'Azur française.

Les ressources industrielles naturelles sont plus marquées encore. La Yougoslavie ne manque d'aucune des richesses qui font les pays opulents, à notre époque. Pauvre sans doute en anthracite, elle abonde en lignite et surtout en charbon brun (Bosnie-Herzégovine). On estime à près de 12 milliards de tonnes les ressources du pays en houille. Il convient de noter qu'en dépit d'une déperdition considérable en eaux, due à la célèbre érosion karstique (qui fait disparaître certaines rivières dans des gouffres, dits *ponors*, et ne les restitue qu'à la mer après de longs trajets souterrains), la Yougoslavie tient probablement le second rang, en Europe, en ce qui concerne les ressources hydro-énergétiques.

Le Nord (plaines de la dépression pannonienne) et le Sud (littoral de l'Adriatique) renferment d'importantes nappes de pétrole. Serbie, Macédoine et Dalmatie détiennent d'immenses masses de schistes bitumineux. Presque tous les métaux peuvent être exploités en Yougoslavie (spécialement dans la zone montagneuse). Le pays abonde en minerai de fer; il est riche en chrome, en molybdène, en cuivre, en plomb, en bauxite, en antimoine, en zinc, en magnétite, en mercure, en pierre à ciment, en pierre à chaux, en kaolin, en argile fine, en silice. Ajoutons à cette énumération les produits non minéraux à fins industrielles: laine abondante, grandes quantités de lin, chanvre, vers à soie, coton, etc.

Ainsi se trouvent résumées certaines des conditions indispensables à une croissance satisfaisante. On aurait tort d'accuser d'incurie totale l'ancienne Yougoslavie. Les facteurs humains ont constitué un frein puissant. Les capitaux ont fait défaut, soit que les pays étrangers se soient peu souciés d'effectuer de massifs investissements (à quelques exceptions près), soit que le niveau extrêmement bas du revenu national ait constitué un obstacle infranchissable à une épargne suffisante.

Quoi qu'il en soit, c'est à cette situation de sous-développement économique dans un contexte de possibilités prometteuses que va s'attaquer la révolution communiste de Tito.

* * *

L'histoire économique de la Yougoslavie, nous l'avons dit, offre, dans la recherche d'une analyse de la notion de sous-développement, un exemple type: un cadre rigide, sans ouverture sur le monde extérieur plus développé (ce qu'on pourrait appeler un cas de sclérose économique). Lorsque la guerre aura pratiqué une fente dans la cloison qui sépare la Yougoslavie du monde environnant, les idées nouvelles, les recettes économiques et sociales nouvelles pénétreront à flots. Telle est du moins l'opinion couramment répandue. En réalité, nous pensons que ce genre d'explication n'est qu'une demi-vérité et qu'elle condamne à ne pas pouvoir tirer, de l'exemple yougoslave, les leçons qui s'imposent.

Le brutal passage à l'économie socialiste, en Yougoslavie, s'est effectué sans transition d'un régime féodal à un système collectiviste. L'apport extérieur n'a été que la cause prochaine, nullement la cause lointaine du succès titoïste. Sans doute, l'individualisme des diverses races composant la Yougoslavie eût-il dû, en théorie, constituer un frein au collectivisme. Mais la misère extrême, le niveau anormalement bas des salaires, l'absence de réactions individuelles devant l'incurie des dirigeants, toutes caractéristiques que l'on retrouve de façon générale dans le monde du sous-développement devaient, en bonne logique, constituer un terrain idéal pour une révolution menée énergiquement. Il ne s'agit pas ici d'une longue parenthèse, mais de la remarque centrale de cet essai: le succès du socialisme est dû au sous-développement économique bien plus qu'à des mobiles politiques ou philosophiques. Tout pays sous-développé est en puissance le cadre naturel d'une marche au socialisme. Tout secteur sous-développé d'une économie nationale même hautement développée est, à son tour, un foyer virtuel de socialisme.

Telle est la leçon que nous aimerions mettre en lumière, en conclusion à la première partie de ces quelques notes. Le soutien extérieur, étranger, n'a de chance de succès que s'il s'exerce au profit d'un système nationalement inexistant, en quelque sorte.

La plupart des auteurs (Bobrowski, par exemple) insistent sur les origines nationales du passage au socialisme. Qu'on le veuille ou non, les faits semblent leur donner raison, au moins en grande partie.

Ainsi, dans l'exemple yougoslave, doit-on considérer que les luttes d'influence, souvent peu édifiantes, entre partisans de Tito et partisans de Mihailovitch, ne constituent qu'un épisode d'une lutte dont l'issue ne pouvait faire de doute, compte tenu de l'état arriéré de l'économie nationale. La promesse d'une amélioration des conditions matérielles, jointe à la contrainte d'un système s'embarrassant peu du choix des moyens, offrait un maximum de chances de succès. L'aide matérielle russe, il faut toutefois le souligner, donna le poids maximum aux manœuvres titoïstes. Il apparaît difficile, sinon impossible, de chiffrer le volume de l'appui économique accordé par la Russie. On retiendra également que le passage à une économie socialiste ne manqua pas de soulever de violentes résistances. Une étude consacrée à l'évolution du système économique yougoslave ne peut oublier d'analyser les deux phénomènes suivants : 1^{er} temps, passage de l'économie féodale à un régime socialiste construit selon le système russe (nous y consacrerons la seconde partie de cette étude); 2^e temps, retour, dans le cadre d'une économie socialiste, à une organisation plus spécifiquement yougoslave.

* * *

La première grande phase (historiquement parlant) d'organisation de l'économie sous-développée représente une tentative de planisme à la manière russe. L'année 1947 marque le début du planisme yougoslave. Selon ce qu'elle croit être l'exemple probant de la Russie, l'assemblée populaire de la République populaire fédérale de Yougoslavie (F.N.R.J.) adopte en juin 1947 un plan quinquennal qui, nous le verrons, n'atteindra pas son terme.

La revue *Komunist* publie, en janvier 1947, sous la plume de Boris Kidric, les remarques suivantes :

« Notre réalisme économique actuel ne ressemble pas au réalisme économique ancien. C'est un type différent de réalisme économique, supérieur du fait que parmi les éléments réels de nos possibilités économiques il tient également compte du système économique entièrement nouveau ayant ouvert la porte à la planification et à l'élan économique, aussi bien que du rôle des masses laborieuses véritablement libérées, qui veulent et peuvent aujourd'hui créer tout ce que dans la Yougoslavie ancienne elles ne pouvaient ni voulaient faire. »¹

1. Y.S., p. 80 (en note).

Que cache cet optimisme officiel? Un objectif fondamental: l'industrialisation forcénée du pays. Il ne semble pas que les planistes yougoslaves aient eu, au départ, autre chose qu'un violent désir de transformation et une admiration plus ou moins aveugle pour les réalisations soviétiques. On ne paraît guère comprendre que le planisme russe n'est que le résultat d'une longue série de luttes, d'erreurs, de retours en arrière. À priori, en bloc, le régime yougoslave aspire à la transformation du pays en une entité industrielle. En second lieu, le plan tend à une modernisation rapide de l'agriculture. Les deux objectifs l'emportent sur toute considération d'amélioration immédiate du bien-être. En cela, le modèle russe (que l'on retrouve d'ailleurs en bien d'autres pays sous-développés, tant sa réussite paraît faire impression) semble fidèlement décalqué. L'un et l'autre des buts à atteindre exigeront un volume gigantesque d'investissements. Deux sources devront être utilisées: l'épargne et l'appel aux capitaux étrangers.

On doit, dès cet instant, dire à quelles difficultés insurmontables risque de se heurter ce plan (qu'on se rappelle notre exemple relatif au salaire moyen).

Nous nous contenterons de citer quelques-uns des éléments du plan quinquennal.

«En l'espace de cinq ans, le plan se propose de tripler le revenu national par rapport à 1946, et ceci en quintuplant la production industrielle brute et en faisant plus que doubler celle de l'agriculture. La proportion entre la production agricole et industrielle doit être renversée, de même que la proportion entre la production des industries lourde et légère. Les investissements doivent représenter près de 30 p.c. du revenu national.»¹

L'auteur auquel nous empruntons cette citation n'hésite pas à qualifier ces précisions non seulement de «manque de réalisme», mais plus encore de «manque de mesure». Il fait à juste titre remarquer l'incohérence d'un plan qui, dans un pays sans grande industrie chimique, veut, en cinq ans, passer, pour ce type d'activité, de l'indice 100 à l'indice 1,000; ou qui veut décupler la production du pétrole brut, des «matériaux réfractaires, machines-outils, locomotives, wagons à marchandises et de voyageurs, machines hydrauliques, chaudières à vapeur, grues, machines pour le bâtiment, semoirs, batteuses, installations minières, camions, bicyclettes, tracteurs, machines à écrire, dynamos, câbles, trans-

1. Y.S., p. 82.

formateurs, radio-récepteurs, etc. . . »¹ Bref, il s'agit de créer de toutes pièces une industrie à peu près inexistante, sans tenir compte (ainsi qu'on le note trop souvent dans les pays sous-développés) des conditions indispensables à la naissance du « substrat de la croissance ».

Il convient également de noter que l'une des conditions du plan quinquennal est la régulation de l'industrialisation à l'échelon central des autorités fédérales, et non pas simplement (ce qui eût déjà été une entreprise démesurée au rythme prévu) à l'échelle des diverses républiques. Nous avons fait état des différences énormes dans la production industrielle des anciennes provinces du Royaume de la Yougoslavie, pour l'année 1939. Nous n'indiquerons ici, à titre de référence, que le volume, en milliards de dinars, de cette production pour 1939. Il ressortira, nous le pensons, de ces données, l'impression d'une impossibilité à peu près totale de certaines des nouvelles républiques de la Fédération à trouver, par l'épargne sur leurs propres revenus, les capitaux nécessaires au rythme des investissements prévus. Cette production industrielle s'élève en effet, pour l'ensemble du pays, à 25.5 milliards de dinars (9.7 milliards pour la Serbie, 7.1 milliards pour la Croatie, 6.4 pour la Slovénie, 2.0 pour la Bosnie-Herzégovine (la plus riche en ressources minières), 0.3 pour la Macédonie, rien pour le Monténégro.

Bobrowski fait remarquer, en particulier, que « la valeur des investissements prévus pour 1951 équivaut . . . à peu de choses près, au revenu national total de 1946 ! Or, ajoute-t-il, la possibilité d'atteindre le niveau de revenu fixé dépend presque exclusivement de la réalisation du plan industriel, l'industrie étant la seule branche à croissance rapide ».²

Ainsi, dès l'abord, le planisme quinquennal à la manière russe (ou qui prétend l'être) se révèle-t-il une ambition purement théorique, faisant fi de toutes les conditions indispensables à une croissance équilibrée, c'est-à-dire à une croissance rythmée par les mouvements réciproques du couple investissements-revenus.

1. *Idem*, pp. 83-84.

2. *Y.S.*, p. 84.

La critique du planisme rigide de la Yougoslavie ne saurait non plus faire abstraction de remarques d'ordre plus général. À notre avis, la réussite du plan présupposait la réunion des conditions suivantes: conscience précise non pas tant des buts lointains à atteindre que des possibilités immédiates; absence de résistance du capitalisme privé; ce que nous appellerons une éducation de production des masses agricoles et des masses néo-industrielles; enfin, existence d'une élite techniquement capable de prendre en mains la direction du plan, à défaut de sa modification en tant que texte. Aucune de ces conditions ne paraît s'être trouvée réalisée.

Enfin, en dépit d'un très réel désir de conserver à la révolution économique son caractère national, les planificateurs ne pouvaient ignorer que l'URSS, à laquelle ils empruntaient leur modèle, constituait en particulier leur principal marché d'approvisionnement et d'exportation.

Il n'y a pas à raconter ici, par le détail, l'histoire de la rupture qui, en juin 1948, soit un an après la mise en route du plan quinquennal, sépara la Yougoslavie de l'URSS, et fut, bien à tort du reste, interprétée par le monde occidental comme une renonciation au socialisme. Nous dirons, dans la troisième partie de cet exposé, que, bien au contraire, selon les doctrinaires yougoslaves, cette rupture marque un retour vers un socialisme jugé plus pur, plus conforme aux enseignements de Lénine.

Quoi qu'il en soit, cette rupture eut pour la Yougoslavie les conséquences suivantes: elle obligea le pays à suspendre la réalisation de ses projets économiques, elle apporta la preuve de la fragilité d'une planification abusive dans un pays véritablement sous-développé, elle causa à l'économie yougoslave un volume global de pertes immenses et d'autant plus graves qu'elles frappaient une organisation économique débile, lourdement marquée par la guerre.

Dès la rupture d'avec Moscou, la Yougoslavie s'aperçoit qu'il lui faut retrouver une nouvelle clientèle, en échange des produits industriels que réclame la poursuite du plan. Seuls les États-Unis, en fait, se révéleront en mesure de prendre le relais. Non pas qu'ils aient eu besoin de cette nouvelle clientèle, mais plus probablement parce qu'ils croyaient s'attacher aussi un nouveau pays

sous-développé ayant, pensaient-ils, basculé vers le socialisme dans un moment d'égarement. Il est véritablement cocasse aujourd'hui encore de lire dans les revues yougoslaves, à la suite d'articles proclamant la foi du pays dans son destin communiste, les réclames vantant les services de sociétés privées ayant leur siège social à Chicago ou à Détroit. Avec l'entêtement propre aux vrais révolutionnaires, les Yougoslaves poursuivaient seulement leur rêve: échapper au sous-développement, sauver les ruines du plan. Le problème devenait d'autant plus insoluble que le revenu national devait, cette fois-ci, participer non seulement aux besoins de l'investissement, mais aux charges immenses d'une armée décidée à défendre les frontières nationales contre une Russie toujours prête à mordre.

En somme, la Yougoslavie en revenait à son point de départ, si l'on y réfléchit bien. Entre 1945 et 1947, n'avait-elle pas déjà reçu de l'U.N.R.R.A., à titre de premier secours d'après-guerre, 424 millions de dollars (soit, par habitant, 40 p.c. de plus que la Pologne et la Tchécoslovaquie)? On devra noter «qu'en 1947, 56 p.c. des importations yougoslaves proviennent des pays du bloc de l'Est et 53 p.c. des exportations y sont dirigées. En 1948, les pourcentages respectifs sont encore de 46 p.c. et 51 p.c., alors qu'en 1949, par suite du blocus, les échanges avec les pays du Kominform tombent à 14 p.c. de la valeur globale du commerce extérieur yougoslave pour être ensuite réduits à zéro.»¹

La rupture causa des pertes immenses à l'économie yougoslave, avons-nous dit. Il est évidemment difficile de chiffrer ces pertes avec exactitude. Dans un article de Svétozar Voukmanovitch, les pertes dues à l'affaire de 1948 (auxquelles l'auteur ajoute diverses pertes agricoles dues à des facteurs météorologiques) semblent s'élever, en milliards de dinars, aux montants suivants:²

Tableau II

1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
96	205	375	413	456	503	527

1. Y.S., p. 96.

2. Tableau tiré de: Q.A.D.S., N° 43-44, p. 7.

SYSTÈME ÉCONOMIQUE YUGOSLAVE

En fait, la rupture russo-yougoslave marqua la fin du planisme de Belgrade (au moins entendu dans son sens strict de quinquennal et centralisateur); mais on ne saurait ignorer que ce planisme était condamné à mort dès sa naissance: le corps même de l'économie yougoslave avait été atteint de façon trop brutale par la seconde Guerre mondiale. Avant de planifier, il eût fallu réparer les ruines, reconstituer ce qui avait été détruit par la tourmente.

On se contentera, à ce propos, de quelques chiffres particulièrement éloquents. La deuxième Guerre mondiale a coûté au pays, 2,131,000 tués ou blessés, 3,500,000 maisons, le matériel agricole complet (bâtiments inclus) de 289,000 exploitations, 66.5 p.c. des tracteurs, 24 p.c. des arbres fruitiers, 56 p.c. des bovins, l'équivalent de 1,910,364 wagons de céréales et produits végétaux, etc...¹

En résumé, dès 1948, soit un an après sa naissance, le planisme centralisateur, fruit d'un optimisme exagéré, doit être abandonné. L'incident «moscovite» apporte au moins une leçon précieuse, qui nous paraît valable de façon assez générale. Une économie sous-développée ne peut pratiquement pas faire abstraction du fait qu'elle subit un effet marqué de domination. Évidence, sans doute, mais trop souvent méconnue. Les rapports de dominants à dominés prennent ici une netteté toute particulière. L'effet de domination est d'autant plus marqué que le dominé tente d'y échapper trop brutalement. En outre, l'exemple yougoslave va démontrer (dans la troisième partie de cet exposé) qu'il n'y a pas de finalité de la domination économique russe sur les pays sous-développés, mais une indiscutable tendance d'un pays conscient de la notion de domination et désireux d'y échapper, à s'agglomérer à un groupe dominateur. Il montre enfin qu'il y a dissociation possible entre la recherche d'un but pratique déterminé (ici, la réalisation d'un État socialiste) et la recherche d'une association économique (substitution — à laquelle nous allons assister — des relations économiques américaines-yougoslaves aux relations économiques russo-yougoslaves).

* * *

Nous consacrerons la dernière partie de cet exposé à l'analyse de ce que l'on pourrait appeler la phase contemporaine de l'évolu-

¹ D.A.Y., pp. 20-21.

tion économique yougoslave. Nous ne nous proposons pas de justifier ou d'infirmer la nouvelle thèse à laquelle s'arrêtent désormais les théoriciens du socialisme yougoslave. Nous ferons état de cette théorie, sans plus. Que ce soit sous l'effet des circonstances, c'est-à-dire devant l'impossibilité pratique où ils se trouvent de réaliser leur plan quinquennal, ou à l'issue de longues méditations de doctrine, les Yougoslaves font, dans les années qui suivent la rupture, une volte-face dont la portée économique est considérable. Désormais, la théorie officielle sera la suivante: le but à poursuivre est celui d'une *décentralisation* aussi complète que possible, selon, paraît-il, les plus purs enseignements de Lénine. Opportunisme? Moyen d'échapper à l'endoctrinement de Moscou? En tout cas, il est désormais question, dans les écrits les plus sérieux, de «pourrissement de l'État». Le mot ne sous-entend aucune nuance péjorative. On veut dire par là que la réalisation d'une économie socialiste yougoslave devra s'effectuer dans le cadre d'une organisation aussi proche que possible des réalités économiques *locales*. Nous allons assister à la naissance d'une organisation curieuse, où il sera encore question d'un plan fédéral (annuel, il est vrai, cette fois-ci), mais bien davantage encore de réalités des républiques, des arrondissements, des communes, et surtout des entreprises. Pour ces dernières en particulier, la théorie et la pratique vont faire alliance et utiliser à tout propos un terme situé somme toute à l'opposé de la planification de la première heure: le terme d'autogestion. Nous allons voir — au moins en théorie — se développer un processus de reconstruction de l'édifice économique; mais cette fois-ci, dans une direction exactement inversée par rapport à la précédente. Il avait été question, jusqu'alors, d'un plan central dominant toutes les préoccupations collectives et industrielles. Il sera désormais question de plans locaux, dont l'addition (une fois leur achèvement effectué) constituera l'économie nationale. L'État central n'interviendra plus désormais qu'à titre de cadre général, ou plutôt même d'indication de ligne générale de conduite. C'est l'État se reconstituant depuis la base (l'entreprise individuelle), au lieu de l'inverse. Théorie ou réalité? La bonne foi des dirigeants yougoslaves a été mise en doute par d'éminents critiques (Djilas, en particulier, dans sa *Nouvelle classe dirigeante*). Si l'on peut en croire les statistiques

officielles, au contraire, les vices signalés ne sont tout au plus que de fausses manœuvres, ne permettant pas de mettre en doute la réalité du nouveau système officiellement prôné. Quel est ce système? ce sera l'objet des prochaines remarques d'en indiquer les grandes lignes.

Nous consacrerons donc la fin de notre étude, à propos de cette seconde phase de socialisme économique yougoslave, à l'examen de trois séries de réflexions: les principes généraux du nouveau système, la traduction économique du pourrissement de l'État central, les résultats pratiques sur le plan des individus et des collectivités

* * *

Désormais, les préoccupations officielles, en matière économique, nous semblent axées autour de quatre idées centrales: l'abandon du principe de l'industrialisation à marche forcée, la recherche prioritaire de l'amélioration du niveau de vie des individus, la recherche d'un développement économique équilibré des diverses républiques de la Fédération, l'abandon du plan quinquennal au profit de plans annuels, très larges parce que ne servant que de fils conducteurs.

L'abandon du principe de l'industrialisation à marches forcées, c'est-à-dire sans qu'il soit tenu compte de la capacité domestique d'auto-financement (à moins d'un soutien exagéré de l'étranger ou d'un abaissement encore plus marqué des niveaux de vie), n'est en somme qu'une adaptation de la nouvelle politique économique aux impératifs de l'Histoire. Moscou devenant presque l'ennemi, Belgrade doit se chercher de nouvelles alliances et de nouveaux soutiens économiques.

Partant de cette remarque de Lénine: «plus le pays est arriéré, plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes», les Yougoslaves prônent désormais officiellement la mort du «bureaucratisme» dû à une planification trop rigoureuse, l'abandon du capitalisme d'État, et ce que Bobrowski appelle les «limites au libre choix du planificateur ou du législateur». L'auteur en question traduit ainsi le nouveau système: «Un plan à la mesure de son objectif, qui est d'orienter de façon

délibérée l'ensemble de l'économie et d'assurer une répartition donnée du revenu national».¹

Aussi, sous la pression des événements (rupture d'avec Moscou) et devant l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'atteindre, avant la rupture, les objectifs fixés, on ne recherchera plus désormais l'industrialisation coûte que coûte. Non pas qu'on renonce à édifier un appareil producteur moderne et suffisamment complet pour fournir au pays un maximum d'indépendance. Mais la limite imposée concernera le rythme de l'industrialisation et de la mécanisation de l'agriculture.

Le fait est que les planificateurs vont désormais s'intéresser davantage que par le passé à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. L'extrême rigidité du système antérieur avait pratiquement abouti à la suppression du marché des biens et services. Selon Bobrowski, durant la première période «en ce qui concerne les biens de production à l'intérieur du secteur socialiste, la répartition remplace le marché. En ce qui concerne la majorité des produits de consommation, la rigidité des prix imposés . . . supprime l'une des caractéristiques fondamentales du marché». Désormais «le marché libre est règle générale; il n'existe pas de contrainte à l'égard du producteur individuel».²

Semblable modification d'attitude n'est possible que dans la mesure, bien entendu, où biens et services de consommation se trouvent produits en quantités suffisantes pour rendre possible le fonctionnement d'un marché véritable; ce qui suppose qu'effectivement les impératifs d'une industrialisation accomplie au détriment de la consommation sont jugés moins pressants; ce qui suppose également, bien entendu, qu'on renonce au rythme antérieur abusif de recherche de l'industrialisation. On répondra qu'il s'agit là d'un cercle vicieux, la consommation présupposant l'accroissement de la production. En fait, les importations en provenance des nouveaux fournisseurs (les Américains en particulier) seront orientées de façon plus marquée vers les biens de consommation. On protégera (en renonçant à une industrialisation trop rapide) le pouvoir d'achat du consommateur par une lutte très nette contre l'inflation.

1. Y.S., p. 159.

2. *Idem*, pp. 158-159.

Voici, à titre d'exemple, pour l'année 1956, quelques chiffres relatifs aux importations en provenance des États-Unis :

«Les importations en provenance des États-Unis, pour l'année 1956, s'élèvent à 38,751 millions de dinars. Une partie de cette somme représente des importations commerciales régulières (8,771 millions de dinars), une autre partie, des importations au titre du programme américain d'aide à la Yougoslavie: 29,980 millions de dinars.»¹ L'article auquel nous empruntons les chiffres précédents décompose comme suit cette masse de biens importés: 858,000 tonnes de blé, 23,340 tonnes de coton brut, 39,240 tonnes de saindoux, 11,488 tonnes de suif brut, du lait en poudre, du beurre, etc. . .

Le pays ne renonce pas pour autant à son industrialisation. Il la modère. Dans son étude consacrée au «Plan social de l'année 1957», Svétozar Voukmanovitch-Tempo traduit ainsi les nouvelles préoccupations officielles: «Le plan social pour l'année 1957 met au premier plan les tâches suivantes:

«Augmentation de la consommation individuelle et amélioration du standard de vie de la population, les principaux effets étant concentrés sur l'amélioration du standard de vie des ouvriers et des employés. Le projet du plan, ajoute-t-il, parlant du plan maintenant annuel, accorde à cette dernière tâche une importance prioritaire, subordonnant les autres éléments à sa réalisation aussi efficace que possible.»²

Un autre des nouveaux objectifs fondamentaux poursuivis par le socialisme yougoslave est celui de la recherche d'un développement économique équilibré des diverses républiques. Là encore, la position officielle apparaît très nette. Nous lisons, dans le plan social pour 1957, qu'un objectif à atteindre est celui d'une «modification sensible de la structure des investissements pour le développement plus rapide des régions et des activités économiques dont le retard est une entrave au progrès économique du pays».

En fait, on aurait tort de croire que la décentralisation au profit des républiques signifie la création d'États économiquement indépendants les uns des autres. Sans doute le but avoué est-il un

1. D'après *Yugoslavia Travel and Trade Guide*, publié par Travel Industry Inc., New-York, p. 124.
2. Q.A.D.S., N° 40, p. 56.

renforcement des économies provinciales; mais la recherche de l'autonomie économique, affirmée avec force, apparaît plutôt comme un relâchement du contrôle central. Belgrade sait parfaitement que les conditions naturelles de la Fédération constituent un obstacle infranchissable à l'autonomie véritable. Il y aura plutôt libération du dirigisme central en vue de permettre, par une autonomie des modalités d'application locales, une spécialisation économique conforme au destin économique des républiques. Il ne semble pas y avoir de contradiction avec la notion de fédération.

C'est ainsi, par exemple, que le Voïvodine tentera désormais d'obtenir, par la coopération agricole, le maximum de ses terres à blé, tandis que la Bosnie-Herzégovine tirera le meilleur profit de ses ressources minières. Dans la pensée du pouvoir fédéral, le fédéralisme économique doit toutefois s'entendre comme un moyen de fournir aux républiques les plus pauvres les moyens leur permettant, en même temps qu'une mise en valeur de leurs ressources naturelles, une participation croissante au produit national fédéral.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si le plan social de 1957, détaillant les investissements à effectuer, attribue des volumes très importants à des postes aussi divers que l'industrie et les mines, le régime des eaux, le commerce et l'hôtellerie (ce dernier cas, par exemple, concernant tout particulièrement la côte dalmate).

Nous avons également fait remarquer, dans notre énumération des principes généraux sur lesquels s'appuie le nouveau système économique yougoslave, que, soit devant la nécessité historique, soit devant la faiblesse des résultats obtenus, les planificateurs abandonnent l'idée d'une prévision quinquennale au profit d'une prévision annuelle.

On notera deux choses à ce propos. En premier lieu, que la direction centrale de l'économie demeure entre les mains du pouvoir fédéral. En second lieu, que cette direction se borne à une indication générale des grandes lignes des objectifs économiques à réaliser. Il n'est plus question, cette fois-ci, de mobiliser en quelque sorte la totalité absolue de la nation pour la réalisation du plan. Certains critiques ont formulé les plus extrêmes réserves sur ce point, prétendant qu'il s'agit là d'une duperie, d'un moyen

de propagande destiné à calmer l'insatisfaction croissante des consommateurs, tandis qu'au contraire la direction continuerait à être exercée de façon très rigoureuse par le parti communiste ou, plus exactement, par les chefs tout-puissants de ce parti. Il ne nous est évidemment pas possible d'infirmer ce jugement de valeur. Force est seulement de faire remarquer que tout, dans les discours, revues et documents à notre disposition, semble prouver le contraire. Nous en voulons, en particulier, pour preuve la modification d'attitude (théorique du moins) du pouvoir fédéral à l'égard, par exemple, de la propriété agricole individuelle. Les conditions faites à celles-ci n'indiquent pas, évidemment, un retour au régime antérieur, mais tout au moins une sorte de ralentissement dans le mouvement de collectivisation. On prône de plus en plus l'organisation coopérative; on pousse moins au premier plan les entreprises agricoles d'État.

Dans un article de 1954, intitulé «Le rôle du paysan individuel», Mialko Todorovitch écrit:

«Nous n'avons pas besoin de nous engager dans la voie stalinienne d'une organisation forcée, contraire à la volonté et aux désirs de la paysannerie, catastrophique pour la productivité et ne menant aucunement vers des rapports socialistes.»¹

Donc, pour l'instant, plus grande souplesse en ce qui concerne la recherche d'intégration de l'ensemble de la vie nationale à la production planifiée. Simple temporisation, d'ailleurs, ainsi qu'il ressort des discours, mais qui prouve que la nouvelle planification n'a plus qu'une parenté de second degré avec la planification de 1947.

Selon les notes mêmes d'Édouard Kardelj, le plan fédéral annuel n'est plus désormais qu'une loi-cadre².

Quels sont les nouveaux objectifs du plan? Nul mieux que Kardelj lui-même n'est en mesure de les définir:

«Le plan, écrit-il, ne fixe que les proportions de base pour la répartition de la production et du revenu... Les organisations économiques (décentralisées) exécutent ce plan directement.»³

Ainsi, à quel rôle exact l'administration d'État, c'est-à-dire l'administration fédérale, va-t-elle s'arrêter désormais?

1. Q.A.D.S., N° 24, p. 32.

2. *Idem*, N° 36-37, p. 11.

3. *Idem*, N° 36-37, p. 11.

«Elle réduit son activité — ce sont les mots mêmes de l'adjoint de Tito — à des tâches de contrôle de l'application du plan économique général, de protection de la légalité.»¹

Matériellement parlant, les nouveaux plans se réduisent à de minces documents de quelques pages. Bobrowski les décrit ainsi :

«Les précisions concernant les instruments économiques y occupent une dizaine de pages, une récapitulation des moyens financiers du gouvernement fédéral et un plan sommaire des investissements-clés en remplissent à peu près autant (le budget détaillé étant voté à part). Le reste est constitué par des tableaux analytiques du revenu national, par une analyse de l'exercice écoulé, et surtout par une description développée de la politique envisagée.»²

Le tout, bien entendu, devra être approuvé par l'Assemblée populaire.

Ayant déterminé les principes sur lesquels s'appuie le nouveau (et l'actuel) système économique yougoslave, nous essaierons de montrer de quelle façon, dans la pratique, se traduit la politique dite de pourrissement du pouvoir central.

Pour nous en tenir aux grandes lignes du fonctionnement du nouveau système, nous décomposerons le processus en deux temps ; en premier lieu, le fractionnement à l'extrême de la vie économique, sous l'influence du principe dit d'auto-gestion ; en second lieu, la reconstitution du système économique global à partir du bas, c'est-à-dire sous la forme d'un regroupement des entreprises sous des contrôles locaux, et ensuite de ces groupements locaux sous le contrôle général du pouvoir fédéral. Il ne faudra donc pas entendre le terme de pourrissement comme synonyme de destruction de l'État, mais de tendance à un système coordonné bien que décentralisé au maximum.

En vertu du principe d'auto-gestion, les autorités admettent que les décisions de nature économique intéressent au premier chef les entités localisées que sont les entreprises, parce que, finalement, ce sont elles qui fournissent le véritable effort de production. Il ne s'agit nullement là, d'ailleurs, d'une preuve plus ou moins déguisée de libéralisme, mais seulement d'une nouvelle manière de penser et de réaliser l'économie socialiste.

1. *Idem*, N° 36-37, p. 11.

2. *Y.S.*, p. 167. (On notera la faiblesse du dernier mot.)

La gestion ouvrière correspond à une charte accordée en quelque sorte aux industries, par la loi du 27 juin 1950. Dès 1949, on commence «à introduire progressivement, écrit Djouro Salai, des formes plus élaborées (que précédemment) de délibération entre les directeurs (d'entreprises) d'une part, et les groupes de travailleurs et de techniciens d'autre part». ¹ Première tentative d'associer les ouvriers à la gestion de l'entreprise: 200 grandes entreprises vont posséder un Conseil ouvrier; leur nombre atteint 800 à l'instant de la loi de 1950. En quoi consiste désormais l'auto-gestion? Consultons le texte même de la loi. L'article 27 dit, en particulier:

«Le Comité de gestion de l'entreprise établit les projets de plans de base de l'entreprise; fixe les plans mensuels d'exécution; organise le fonctionnement régulier de l'entreprise; établit le projet d'organisation intérieure de l'entreprise (...), décide de la nomination des employés aux postes de direction de l'entreprise; donne suite aux plaintes des ouvriers et employés relatives aux licenciements et aux mutations d'emploi à l'intérieur de l'entreprise, prend toutes mesures pour promouvoir la production de l'entreprise et spécialement pour rationaliser la production, augmenter la productivité de travail, abaisser les prix de revient, etc. . . » ²

De son côté, le directeur n'a qu'un rôle de direction mitigée, en quelque sorte, puisque, dit l'article 38 de la loi: «les ouvriers et employés ont le droit de recours au Comité de gestion de l'entreprise, contre toute décision de licenciement, etc. . . » ce qui semble prouver qu'il détient une fonction assez figurative. Quel est d'ailleurs ce comité de gestion dont parle la loi?

De façon schématique, le système se présente de la façon suivante. L'ensemble des travailleurs d'une entreprise élit des représentants qui forment le conseil ouvrier (nombre variable d'élus: en moyenne 20 personnes pour 30 ouvriers!). Les membres du conseil ouvrier choisissent parmi eux les membres du comité de gestion (sorte de conseil d'administration). Quant au directeur, il est nommé au concours par ce que l'on appelle le comité populaire d'arrondissement, sorte de petit parlement local. En résumé, directeur plus ou moins indépendant, la véritable gestion étant confiée en quelque sorte à la majorité des ouvriers. Quant à la propriété de l'entreprise, elle continue d'être considérée comme appartenant à l'Assemblée de la Nation.

1. Q.A.D.S., N° 42, p. 26.

2. Y.S., p. 169.

Dans le domaine agricole, le pourrissement de l'État apparaît ainsi: depuis la loi du 2 juillet 1950, la gestion des entreprises d'État par ce que l'on appelle, dans le jargon yougoslave, «les collectifs de travail» signifie, ici encore, auto-gestion par les agriculteurs eux-mêmes. Dans les coopératives non étatiques qui ont absorbé la majeure partie des entreprises agricoles, le système d'auto-gestion se manifeste par la création du Conseil de la coopérative, qui élit un comité de gestion, tandis que le directeur est nommé par le comité populaire de district.

Nous avons dit que l'organisation économique s'effectue désormais du bas vers le haut, de l'entreprise vers les groupements d'entreprises, de ces groupements vers le pouvoir central. Comment le mouvement se traduit-il dans la pratique? Il faut savoir que chaque république — tout comme le Pouvoir fédéral — possède des Assemblées à pouvoirs législatifs. Pour permettre aux entreprises industrielles et agricoles de s'intégrer à la vie nationale — on devrait dire de la recréer — on a prévu la création de Conseils des Producteurs, c'est-à-dire de groupements comprenant deux collègues, soit des élus de l'industrie et des élus de l'agriculture. Les Conseils de Producteurs font partie des assemblées politiques mentionnées précédemment.

Enfin, dernier mouvement vers le haut dans le sens d'une reconstitution de la collectivité economico-politique, création de ces assemblées. Celles-ci sont organisées par arrondissements. Pourtant, pour bien marquer le pourrissement des pouvoirs centraux, la tendance actuelle est à la création d'Assemblées communales, au lieu d'Assemblées d'arrondissements. Ces Assemblées portent d'ailleurs le nom de Comités populaires: (d'arrondissement, de commune). De ce stade aux stades plus élevés, on passe directement aux Assemblées des Républiques et à l'Assemblée fédérale (Parlements).

Système plus simple en apparence qu'en réalité; d'autant plus qu'une étude tant soit peu complète devrait déterminer le rôle soit réel, soit figuratif, d'organismes économiques tels que les associations des entreprises des diverses branches, des chambres qui groupent ces associations (chambres industrielles, chambres agricoles, chambres de commerce, etc..) et tenir compte du rôle plus ou moins politique des syndicats, ou des pressions réelles ou

supposées de l'Office fédéral du Plan, de la Ligue des communistes, de la Jeunesse populaire, ou encore des Services étatiques d'inspections (inspection financière, des denrées, du marché, du bâtiment, sanitaire, vétérinaire, du travail, etc. . .).

Est-il, dans ces conditions, très certain que la notion de pourrissement du pouvoir central corresponde à une réalité profonde? On ne saurait nier que, dans la théorie, l'organisation économique de la Yougoslavie actuelle soit faite un peu dans le sens et de la décentralisation, et de la division des tâches et des responsabilités. Le système, du point de vue de la planification économique, donne bien, *grosso modo*, l'image d'une graduelle superposition de plans de décision: plan des entreprises nationalisées, basé désormais sur les exigences du marché; plan des arrondissements, tendant à devenir le plan des communes; plan des Républiques; plan, enfin, de la Fédération des Républiques.

* * *

Nous avons tenté de broser un tableau de l'évolution du système économique yougoslave. Il serait injuste, en conclusion, de ne pas signaler les réussites considérables du régime. La Yougoslavie, on s'en souvient, est partie d'un niveau excessivement bas. En une dizaine d'années, ce pays sous-développé n'a pas réussi à se libérer totalement de l'emprise de la misère. Aujourd'hui encore, le niveau de vie moyen apparaît pitoyable. Les documents qui nous ont été fournis par les autorités yougoslaves en font foi. Une longue étude consacrée au calcul des salaires, par exemple, fait état de chiffres très faibles. On y parle d'apprentis recevant 8,000 dinars par mois, pour une durée totale de travail de 208 heures. Les salaires, dans l'exemple cité, s'échelonnent entre 6,240 dinars et 12,064. Il s'agit là de salaires bruts, pouvant être affectés, par exemple, d'un coefficient de réduction de 0.90, si le fonds des salaires prévus n'est pas obtenu (cas d'une usine dont le rendement n'atteint que les neuf dixièmes des prévisions). Et pourtant, les taux horaires varient entre 30 et 58 dinars (soit entre 9.8 et 19 cents, au taux de change actuel). Quand les ouvriers auront déduit une contribution spéciale (de 15 à 60 p.c.) en faveur du budget.

de Comité populaire de leur arrondissement, ils ne détiendront plus qu'un pouvoir d'achat très faible. On peut donc dire qu'à ce point de vue, l'un des principaux objectifs de la nouvelle politique économique n'a pas été atteint.

Est-ce à dire que le plan général de l'économie yougoslave soit négatif? Nullement. La consommation générale (c'est-à-dire, selon la terminologie yougoslave «les dépenses du budget, de la défense nationale, des assurances sociales, des institutions à financement autonome, des organisations sociales et des divers fonds sociaux, ainsi que les dépenses pour investissements improductifs»)¹ atteignait, en 1957, 20 p.c. environ du montant total du produit brut social. Les Yougoslaves affirment que, dans la plupart des pays européens le pourcentage varie entre 10 p.c. et 16 p.c. La part de la véritable consommation individuelle ne peut donc qu'en souffrir.

Toutefois, le revenu national marque une hausse régulière, sinon très importante, passant, en milliards de dinars, de 1,045.9 pour 1953 à 1,449.1 pour 1956. Les investissements nets du secteur social privé marqueraient le pas, après une hausse régulière de plusieurs années. Dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie, la croissance traduit les indiscutables progrès de l'économie nationale. De 1956 à 1957, par exemple, la production industrielle s'est accrue de 21 p.c. L'extraction de la houille brune — l'une des principales industries minières — est passée, de 1948 à 1956, de 6.3 à 8.4 millions de tonnes. L'extraction du pétrole brut s'est accrue remarquablement: en 1939, elle n'était que d'un peu plus de mille tonnes; elle était voisine de trois cent mille tonnes en 1956. L'extraction du gaz naturel s'est aussi accrue sensiblement. Ce ne sont là que quelques chiffres², véritablement pris au hasard. Les statistiques semblent marquer les mêmes hausses dans la presque totalité des secteurs industriels. En ce qui concerne l'activité agricole, nous nous contenterons de prendre l'exemple des coopératives agricoles de Voïvodine (les plus riches de Yougoslavie, il est vrai). De 1955 à 1956, par exemple, les profits se sont élevés de 256 millions de dinars à 800 millions; les investissements (en partie autofinancements), de 872 millions de dinars à

1. Q.A.D.S., N° 43-44, p. 34.

2. *Information Bulletin About Yugoslavia* (I.B.A.Y.), volume II, Belgrade, 1957, N° 7.

2,225 millions; les ventes, de 5,881 millions à 27,379 millions; le nombre des tracteurs, de 449 à 1,124; le nombre total des machines agricoles, de 3,498 à 6,467¹.

Est-il possible de tirer des conclusions définitives? On devra faire remarquer que la croissance de l'économie yougoslave, malgré la rupture de 1948 d'avec Moscou, doit énormément au soutien des États-Unis (et, à l'heure actuelle, beaucoup à nouveau à la Russie!) A-t-on le droit d'affirmer que le système économique lui-même, tel qu'adopté par la Yougoslavie de Tito, a fait ainsi la preuve de son efficacité? Peut-être est-ce aller un peu loin. Il semble en tout cas prouvé que le socialisme yougoslave a réussi à développer l'économie yougoslave, ce que l'ancien régime n'avait pas su faire.

Certains auteurs affirment que le pays, maintenant sur la route du développement, aurait beaucoup à gagner en renonçant au système socialiste, source de complications bureaucratiques qui seraient autant de freins à l'expansion. Djilas l'a soutenu avec la dernière énergie dans son ouvrage récent. Les socialistes yougoslaves savent que leur régime ne vivra qu'au prix d'un progrès économique ininterrompu. Quelle que soit notre opinion sur l'aspect politique du régime, nous n'avons pas le droit d'ignorer sa force créatrice en matière économique. Il en a conscience. Nous devons en prendre conscience. Kardelj lui-même nous affirme que le développement n'en est qu'à son début. «La stabilité de notre société, affirme-t-il, comme la poursuite de son évolution socialiste sont très largement dépendantes des progrès réalisés dans le domaine économique».²

Jean MEHLING,
*professeur à l'École des Hautes Études
 commerciales (Montréal).*

1. I.B.A.Y., vol. II, 1957, N° 6.
 2. Q.A.D.S., N° 39, p. 29.